



Décision article L.2122-22 du CGT
Contrat de maintenance logiciel MUNICIPAL

Le Maire de la Commune de NANTUA,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération n° DR_2023_75, en date du 13 novembre 2023 par laquelle le Conseil municipal a délégué les pouvoirs prévus à l'article précité et notamment l'alinéa 4 qui prévoit que le Maire peut prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et que le montant du marché ne dépasse pas 215 000 euros HT pour les marchés de fournitures et de service ,

Considérant la nécessité pour la commune de se doter d'une solution de verbalisation électronique

DÉCIDE :

Article 1 :

De recourir aux services de la société LOGITUD solutions, SAS, ZAC du parc des collines -53 rue V. SCHOELCHER-68200 MULHOUSE, pour l'accès au logiciel MUNICIPAL et la mise à disposition de 2 terminaux de verbalisation électronique et de conclure le contrat correspondant joint en annexe à la présente décision et détaillant les conditions de la prestation.

Article 2 :

Le coût de la redevance du présent contrat s'élève à 500 euros HT/an (600 euros TTC)

Article 3 :

Le contrat est conclu pour une durée d'un an compter du 01 janvier 2025 et renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, deux fois maximum, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi (par courrier ou sur le site : www.telerecours.fr) par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- Date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente décision,
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à la Sous-préfecture de Nantua, et ampliation adressée à Monsieur le Trésorier d'Oyonnax.

Fait à NANTUA, le 15 janvier 2025

Le Maire,
Jean Pascal THOMASSET